



ARRETE REGLEMENTAIRE N°105-AM-2026

ARRÊTÉ RÉGLEMENTATION L'ÉVÈNEMENT "LE SPECTACLE DE FIN D'ANNÉE DE L'ÉCOLE DE GYM 2026"

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE JOUQUES,

VU les articles L.2212-1 et suivants et L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L.113-2, L.116-2 et R.116-2 du Code de la Voirie Routière ;

VU les articles R.411-26 et R.417-10 du Code de la Route ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code Pénal, et notamment son article R.610-5 ;

CONSIDÉRANT L'organisation du spectacle de fin d'année de l'école de GYM au sein du Centre Socio Culturel ;

CONSIDÉRANT la demande de monsieur FREYDIER Emmanuel représentant l'association de Gymnastique ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité et la tranquillité publiques durant la période d'occupation du domaine public ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de régler le stationnement en vue de la manifestation.

ARRETE

Article 1

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le spectacle de l'association de l'école de GYM aura lieu le samedi 20 juin 2026 au dimanche 21 juin 2026 heures dans l'enceinte du Centre Socio Culturel et du parking adjacent.

Article 2

STATIONNEMENT

À cet effet, l'usage de 16 places de stationnement et de 3 places PMR sur le parking du Centre Socio Culturel, entre le bâtiment du Centre Socio Culturel et la Crèche, sera interdit du samedi 20 juin 2026 à 08H00 au dimanche 21 juin 2026 à 02H00 du matin .

Article 3

MESURES DE SECURISATION

Les services municipaux seront tenus de prendre les dispositions de sécurité nécessaires au bon déroulement de la manifestation, et de mettre en place la signalisation correspondante et adaptée. La présence de secours devra être adaptée à l'importance de la manifestation.

Article 4

MATERIALISATION

La matérialisation du présent arrêté est effectuée au moyen de panneaux réglementaires 7 jours avant la manifestation par les services techniques.

Article 5

SANCTIONS ET MISE EN FOURRIERE

Le fait de contrevenir aux dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de poursuites pénales. La verbalisation n'est pas exclusive d'une mise en fourrière conformément aux dispositions des articles L.325-1 et L.325-2 du code de la route.

Article 6

RECOURS

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le Tribunal de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, et ce, dans les deux mois à partir de sa publication ou de manière matérialisée, par le biais de l'application « Télérecours-citoyen », accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

Article 7

EXECUTION

La Directrice Générale des services, la Brigade de Gendarmerie de Peyrolles-en-Provence, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Jouques le 02/06/2026

Le Maire,
Eric GARCIN

